



SOMMAIRE :

Meeting du 29 janvier 2014 : F.O. rassemble 5 000 militants à Paris et appelle à une journée de manifestations et de rassemblements contre l'austérité pour le 18 mars prochain.....1
Compte rendu en ligne sur le site confédéral.....2

Meeting du 29 janvier 2014 : F.O. rassemble 5 000 militants à Paris et appelle à une journée de manifestations et de rassemblements contre l'austérité pour le 18 mars prochain

Contre l'austérité et ses conséquences dramatiques, la confédération Force Ouvrière a rassemblé 5 000 militants à la Halle Freyssinet, à Paris, hier 29 janvier.

Jean-Claude Mailly a rappelé qu'un an plus tôt, la Confédération F.O. tenait dans la même Halle Freyssinet, un meeting de solidarité contre l'austérité européenne avec des syndicalistes belges, espagnols et grecs. Depuis un an, malheureusement, la politique menée a aggravé les effets délétères pour l'emploi, la croissance, les salaires, le creusement des inégalités et la remise en cause du service public républicain. Ainsi, des dizaines d'années de progrès et d'acquis sociaux qui se sont évaporés notamment pour les peuples grecs, portugais ou espagnols.

La Troïka (Fond Monétaire International, Banque Centrale et Commission Européenne) comme les marchés financiers exigent toujours davantage de dérégulations, de réformes structurelles, de baisses des salaires. Ce sont donc les travailleurs qui, à nouveau, sont contraints de renflouer le capital. Dénonçant cette logique d'abaissement, intolérable et suicidaire, Jean-Claude Mailly a rappelé, qu'en France, elle prenait dorénavant la forme du «socialisme de l'offre» et que cette logique portait un nom : le dumping social.

La Confédération F.O. rappelait, il y a un an, que l'austérité était triplement suicidaire : socialement, économiquement et démocratiquement. Aujourd'hui sur le plan économique, la croissance est faible voire quasi nulle. Sur le plan social, les salariés attendent toujours le changement promis et sur le plan démocratique, les mouvements politiques de rejets de l'autre prennent racine. C'est le résultat concret de la logique néolibérale de la construction européenne.

«Emploi, salaires, services publics, sécurité sociale, voilà mes chers camarades, ce que nous devons revendiquer, ce que nous devons défendre, ce que nous devons exiger.» (JC Mailly)
Pour lutter contre cette logique, une manifestation ou une interpellation n'y suffiront pas. C'est pourquoi le mot d'ordre de la journée du 29 janvier était «combattre l'austérité, une urgence sociale et démocratique».

Pour FO, le combat contre l'austérité doit être mené à tous les niveaux.

Au niveau européen tout d'abord ; comme d'autres organisations syndicales de toute l'Europe, la CES s'est prononcée contre le pacte budgétaire européen et milite pour une politique européenne ambitieuse de relance. Ainsi « l'Europe ne doit plus être facteur de contraintes ou

de sanctions mais de progrès social » a rappelé le secrétaire général. La directive détachement en est une illustration : la révision de cette directive est insuffisante et ce qui prime dans cette directive, c'est liberté de prestation de services et non les conditions sociales des travailleurs européens. Changer les modalités de la construction européenne est donc un enjeu central.

Au niveau national, la Confédération F.O. a également appelé à la rupture. Le secrétaire général a rappelé les combats pour la reconnaissance du repos dominical, contre la réforme de l'inspection du travail, les enjeux des négociations sur l'assurance-chômage. Il a également dénoncé le pacte de responsabilité annoncé par le président de la République. Ce pacte, salué par la Commission Européenne, est cohérent avec le pacte budgétaire européen mais « en contradiction avec le pacte républicain ».

Dénonçant «l'axe Hollande-Gattaz», Jean-Claude Maily s'est interrogé sur le syndrome de Stockholm dont semble souffrir le président de la République, naguère ennemi autoproclamé de la Finance.

Le secrétaire général a donc proposé, au nom de la commission exécutive confédérale unanime, d'élargir la journée de grève prévue le 18 mars dans la Sécurité Sociale et d'en faire «**une journée de rassemblements et de manifestations**» interprofessionnelles.

Il s'est enfin adressé aux autres organisation pour leur proposer de «faire de ce 18 mars une journée de grève interprofessionnelle».

Compte rendu en ligne sur le site confédéral

 Sauf à ce que, les autres confédérations s'associent à l'idée d'une journée de grève interprofessionnelle le 18 mars prochain, ce qui permettrait de faire converger les principaux Syndicats de la DGFIP sur cette date, le Syndicat F.O.-DGFIP, qui a fortement œuvré pour mettre en place cette action, concomitante de celle des Douaniers, ne peut aujourd'hui se désolidariser de la grève unitaire du 20 mars aux Finances Publiques.

À quelques mois des élections professionnelles, ce serait une erreur stratégique.

Cela ne signifie pas que notre syndicat ne soutient pas la lutte interprofessionnelle contre l'austérité.

Aussi, si la convergence entre les confédérations n'était pas possible, ce qui est fort probable, les militants des sections qui participeront aux rassemblements organisés le 18 mars par les Unions Départementales F.O., le feront soit sur des convocations à des réunions de Comité (ASA art. 13), soit sur des contingents de temps syndical (CTS). Sauf si ces manifestations et rassemblements avaient lieu en dehors des heures de travail (entre 12 h et 14 h ou après 17 h).

Pour conclure, lors du dernier Bureau Fédéral des Finances, les camarades de la CCRF ont fait connaître qu'ils envisageaient désormais de lancer un appel à la grève pour le 20 mars.

SD extraite de la note *SD n°2014-05 du 3 février 2014 de*
Jean Yves BRUN
Secrétaire Général